

Note de synthèse :

JUILLET 2020

La croissance considérable des villes au cours des dernières décennies a intensifié un certain nombre des problèmes les plus pressants de l'humanité. Mais elle offre également des perspectives formidables de protéger les populations, la prospérité et la planète. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis à nu et, de fait, accentué ces problèmes et ces perspectives.

plus sévères, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Est et du Sud-Est, où respectivement 23 % et 36 % de la population urbaine mondiale vit dans des bidonvilles²⁹. La pauvreté et la marginalisation se cumulent dans les bidonvilles et les quartiers pauvres,

Les espaces publics sont indispensables pour réduire le stress, améliorer la santé mentale et le bien-être, favoriser le développement des enfants et permettre la mise en place d'installations temporaires. La pandémie a révélé de grandes carences en matière d'accessibilité, de souplesse, de conception, de gestion, d'entretien et de connectivité des espaces publics .

De nombreux ménages, écoles et quartiers dans des zones urbaines déjà défavorisées ne peuvent pas accéder à

l'enseignement à distance, à la télémédecine ni au télétravail en raison d'une connectivité Internet faible, absente ou d'un coût inabordable ou du manque d'ordinateur , . En conséquence, de nombreuses personnes sont acculées à quitter leur domicile pour aller travailler ou bénéficier de services. Fin 2019, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estimait qu'environ 3,6 milliards de personnes étaient encore hors ligne. Le manque d'accès est beaucoup plus criant dans les pays les moins avancés où, en moyenne, seulement deux personnes sur dix sont en ligne .

ONU-Femmes, « COVID-19 and ensuring safe cities and safe public spaces for women and girls », consultable à |



À Mumbai, à la mi-

Cela est particulièrement important pour les services qui sont indispensables pour faire face à la crise (comme l'eau et l'électricité). Par exemple, pour favoriser des pratiques efficaces de lavage des mains et d'hygiène et ralentir la propagation du virus, il convient d'éviter les coupures de service pour les consommateurs défaillants, réduire les tarifs de l'eau ou fournir de l'eau gratuitement.

Certaines villes ont mis en place des stations de lavage des mains dans les lieux publics et les institutions pour les habitants et habitantes qui n'ont pas accès à l'eau ou aux installations sanitaires. À Nakuru (Kenya), les stations de lavage des mains dans les établissements informels sont permanentes et reliées aux réseaux d'eau municipaux, ce qui garantit une arrivée d'eau pérenne pour le lavage des mains . Les frais relatifs au transport de l'eau par camion et au remplissage des réservoirs de 1 000 litres ont été supprimés. Les jeunes de la municipalité s'occupent de l'entretien des stations, ce qui crée ainsi des possibilités d'emploi.

Les gouvernements à tous les niveaux peuvent appliquer des mesures pour garantir aux pauvres et aux groupes vulnérables des zones urbaines un accès gratuit ou à faible coût aux articles de protection, aux tests de dépistage et aux traitements. Par exemple,

ONU-Habitat, «

les collectivités locales d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Johannesburg (Afrique du Sud) et de Lagos (Nigéria) ont livré des produits sanitaires et des articles de prévention aux communautés, aux travailleuses et travailleurs sociaux et aux établissements de santé, parfois en les distribuant de porte à porte . Les populations des quartiers à faible revenu et des établissements informels disposent souvent de réseaux et de structures bien établis aux moyens desquels il est possible de décentraliser la distribution des ressources essentielles.

Les administrations à tous les niveaux ainsi que les responsables de la santé peuvent se coordonner avec les hôpitaux pour assurer une répartition efficace de la charge des traitements contre la COVID-19, et empêcher ainsi l'engorgement des hôpitaux des quartiers pauvres. La construction d'hôpitaux temporaires d'urgence et la conversion des structures existantes peuvent également augmenter les capacités d'accueil. À New York (États-Unis), des hôpitaux temporaires ont permis d'augmenter le nombre de lits, qui est passé d'environ 53 000 à 90 000 à l'échelle de l'État .

De nombreuses autres villes, telles que Jakarta, Sao Paulo (Brésil), Wuhan (Chine) et Londres, ont construit des hôpitaux d'urgence et converti des installations existantes pour renforcer les capacités pendant la flambée de contagion .

Conscients des disparités concernant les risques d'exposition au virus et l'impact de la pandémie, certains gouvernements ont mis au point des mesures spécialement axées sur les groupes vulnérables. Par exemple, à Pune (Inde), un collectif de ramasseurs et ramasseuses de déchets a distribué des gants et des masques aux ramasseurs de déchets du secteur informel

. La coordination entre tous les niveaux de gouvernement garantirait la cohérence des politiques, soutiendrait les systèmes sanitaires locaux de première ligne et permettrait d'assurer la fourniture en temps utile d'assistance aux populations vulnérables, marginalisées et pauvres. Il importe que les dirigeantes et dirigeants des collectivités locales et régionales et surtout des gouvernements nationaux prennent des décisions fortes pour affronter et surmonter la pandémie, puis lancer dans les villes de meilleures dynamiques de long terme.

Cela permettra de maintenir les services essentiels des collectivités locales, de renforcer la résilience et l'état de préparation, et de soutenir les stratégies de relance locale qui font progresser vers la réalisation des objectifs de

développement durable et préviennent les risques de recul par rapport aux engagements pris en matière d'action climatique et de protection des droits humains, y compris en matière d'égalité des genres.

L'appui aux collectivités locales pourrait atténuer les incidences sanitaires et socioéconomiques de la pandémie dans les villes. Il est clairement nécessaire de se concentrer sur des approches décentralisées de la riposte à la COVID-19 et d'assurer aux collectivités locales des capacités budgétaires suffisantes pour maintenir des services publics essentiels qui soient accessibles et d'un c

face à la COVID-19. De même, les gouvernements pourraient investir dans

Les réseaux de collectivités locales ont intensifié leur soutien aux administrations locales et régionales alors même que la pandémie se propageait dans différentes parties du monde. CGLU et Metropolis ont lancé une expérience d'apprentissage en direct et la plateforme « Villes pour la santé mondiale ». Le réseau ICLEI (Les Gouvernements locaux pour le développement durable), le Forum des administrations locales du Commonwealth, le Global Cities Resilience Network et le Conseil des maires sur les migrations (Mayors Migration Council) ont également

limitée sur les marchés financiers internationaux, les gouvernements peuvent voir réduite leur capacité de prendre des mesures d'intervention essentielles à la vitesse et à l'échelle nécessaires pour ralentir la propagation du virus.

Les pôles urbains emploient 38 % de la main-d'œuvre mondiale et abritent la majorité des secteurs que l'OIT a classés « à haut risque » dans le contexte de la COVID. Il s'agit des secteurs de l'alimentation et de l'hébergement, des commerces de gros et de détail, des services aux entreprises et de l'administration des entreprises, de l'industrie manufacturière et du secteur du tourisme et de l'hospitalité . Les heures travaillées dans tous les pays et régions sont estimées avoir chuté de façon spectaculaire, soit de 14 % au deuxième trimestre de 2020 par rapport au dernier trimestre de 2019 . Cette baisse du nombre d'heures travaillées équivaut à une perte de 400 millions d'emplois à temps plein. Au niveau mondial, les effets ont été particulièrement graves dans le secteur informel, qui représente respectivement 90 % et 67 % de l'emploi total dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et qui concerne huit

entreprises sur dix dans le monde . Durant le premier mois de la crise, les travailleurs et travailleuses du secteur informel ont perdu jusqu'à 60 % de leurs revenus. En Afrique et en Amérique latine, ce chiffre était de près de 80 % .

Les personnes travaillant dans le secteur informel ou occupant des emplois faiblement rémunérés font souvent face à des risques en matière de santé et de sécurité au travail plus importants que ceux qui touchent les personnes travaillant dans le secteur formel. De plus, elles ne bénéficient généralement pas de sécurité de l'emploi, d'avantages sociaux, de protection sociale ou de moyens de négociation collective. Par exemple, 72 % des 13,6 millions d'habitants de favelas au Brésil n'ont pas d'économies . Dans bien des cas, les mesures d'aide au revenu des administrations locales et nationales n'ont pas bénéficié aux travailleurs et travailleuses du secteur informel parce qu'ils n'étaient pas enregistrés dans les systèmes nationaux. Cette situation n'a fait qu'aggraver la détresse, la faim, l'

vont sans doute créer une nouvelle norme qui sera reprise par les petites entreprises technologiques, ainsi que par d'autres sociétés de nombreux autres secteurs et pays .

Les populations et les villes qui étaient déjà vulnérables à d'autres catastrophes climatiques et naturelles ont été gravement touchées par la COVID-19. Ainsi, les pays d'Afrique de l'Est affrontent simultanément les impacts de la COVID-19, les invasions de criquets et les inondations . Les mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements restent donc d'une

priorités du développement durable s'inscrivent de plus en plus dans le contexte de l'urbanité.

Des pays tels que la Corée du Sud, Singapour et Israël ont utilisé de puissants systèmes et plateformes de données numériques pour prévenir et gérer efficacement la pandémie. La COVID-19 a également entraîné des améliorations dans la portée et l'échelle

des données infranationales et locales ainsi que des innovations en la matière. Des faiblesses et des carences dans les données infranationales et urbaines, en particulier concernant les établissements informels parmi les plus vulnérables, ont entravé les mesures d'intervention, de ciblage et de suivi dans certains contextes, ce qui a exacerbé la violence.

Commerce électronique des produits agricoles -
Nanjing (Chine)

Organisation d'achats collectifs de denrées alimentaires -
Wuhan (Chine)

Accès à la nourriture dans les bidonvilles - Nairobi

Accès à la nourriture dans les quartiers pauvres - New
York (États-Unis)

Systèmes d'aide alimentaire ciblant les personnes
âgées et vulnérables et reliant les agriculteurs aux
consommateurs - Milan (Italie), Ljubljana, Dakar

Distribution de repas gratuits - New York (États-
Unis), Saragosse (Espagne)

Unités mobiles de distribution alimentaire - Quito

Services mobiles de commerce de gros - Lima (Pérou)

Livraisons de denrées - 0.1 256.mentai(e)-3àes iaail

. Il peut s'agir d'un soutien financier direct et de programmes de protection sociale (par exemple, transferts de fonds, reports d'impôts, subventions salariales, congés de maladie subventionnés, cotisations de sécurité sociale et assurance chômage subventionnées) destinés aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises informelles, ou d'une aide indirecte consistant à transférer leurs activités vers d'autres secteurs en demande, tels que le matériel médical et l'équipement de protection. Par exemple, les autorités

D'autre part, les villes dominées par le secteur informel sans forte production manufacturière ni services échangeables ont également dû affronter de grandes difficultés face à la COVID-19, ce qui a mis en exergue l'urgente nécessité de politiques nationales axées sur la formalisation progressive . Les données

favorise une productivité économique et une efficacité environnementale accrues, éléments indispensables pour prévenir les vulnérabilités sous-jacentes à la propagation du virus. Elle crée aussi des environnements favorables à la prévention des maladies et à la promotion de la santé

Le Cap (Afrique du Sud) tire parti de sa « mémoire musculaire » des crises. En effet, nombre des planificateurs qui ont travaillé sur la riposte à la sécheresse travaillent maintenant sur la situation créée par la COVID-19 en recourant à des outils similaires, comme la création créée par la

